



Discours Manifestation du 31 janvier 2023

2 millions de personnes dans la rue le 19 janvier, des initiatives et des actions tous les jours, dans tous les départements depuis, et aujourd'hui nous sommes encore plus nombreux pour dire et répéter :

« Les salariés du privé tout comme les agents de la fonction publique ne veulent **ni du recul de l'âge de départ en retraite, ni de l'allongement de la durée de cotisation** pour espérer une retraite à taux plein. »

Mais le gouvernement est sourd, obstiné et arcbuté sur sa réforme injuste et pénalisante.

La chose est maintenant entendue, il n'y a plus de questions à se poser. 72 % de la population française et parmi eux, 93 % des actifs sont opposés à cette réforme.

Le gouvernement tente d'expliquer le bien-fondé de sa réforme la qualifiant de « socialement juste », et expliquant qu'il n'y aurait pas « de perdants ». Ils disent faire ainsi de la pédagogie.

Pourtant, en 15 jours, **chaque argument gouvernemental fait progresser le refus de la réforme**. Même dans la majorité, quelques fissures apparaissent. Des députés annoncent refuser de voter la réforme, le ministre Riester avoue même que la réforme sera « pénalisante » pour les femmes.

Aucun argument du gouvernement ne fait mouche, aucun élément de langage ne convainc. Et pour cause, les Français n'ont pas besoin d'explications supplémentaires. Ils ne sont pas stupides et ont bien compris qu'ils devront travailler plus longtemps.

Du coup, les discours gouvernementaux évoluent, en particulier ce week-end. **La vidéo envoyée par Stanislas Guérini aux agents publics en utilisant des adresses électroniques privées** détenues par les impôts vient mettre, encore, de l'huile sur le feu. **L'UNSA examine en ce moment la possibilité de porter plainte devant la justice.**

Les messages maintenant sont des discours d'autorité, ne laissant plus la place à la pédagogie et à volonté de convaincre. La bataille de l'opinion a été perdue, il ne leur reste plus que taper du poing sur la table.

Ainsi la première ministre a mis la première couche dès samedi en annonçant « **les 64 ans ne sont pas négociables** ». Afin de montrer qu'elle est droite dans ses bottes et qu'elle ne cédera rien à personne.

Alors oui madame Borne, on vous le dit très fort et tous ensemble. **Pour nous non plus les 64 ans ne sont pas négociables, les 64 ans c'est toujours NON**. Pour nous, c'est ni un jour, ni un mois, ni un an de plus.

Et nous serions un peu stupides, ne voulant pas faire d'effort pour comprendre la réforme, un peu fainéants et paresseux, ne souhaitant que bordéliser le pays.

Soyons sérieux Monsieur Darmanin, qui crispe aujourd'hui la société ? Qui prend le risque du blocage avec un projet rejeté par l'immense partie de la population française ? Qui est sourd à l'opinion du pays, qui néglige et rejette ce que disent les Français ?

Le gouvernement parie sur notre lassitude. Et espère que par usure son projet puisse passer.

Dans cette société française fatiguée, lassée des crises qui se succèdent, inquiète face à l'inflation et à sa perte de pouvoir d'achat, le gouvernement prend le risque d'affaiblir, de diviser, de fracturer et d'aggraver l'état de notre société. Ce n'est toujours pas raisonnable Madame la Première ministre ! Il faut maintenant arrêter les frais et retirer ce projet. Sinon, ne comptez pas sur notre lassitude.

Tous ensemble, nous continuerons !